

LETTRE OUVERTE À L'AMÉRIQUE LATINE ET AUX CARAÏBES

La faim et la malnutrition; l'autre face du coronavirus

Alors que la pandémie de coronavirus est progressivement contenue en Chine, en Amérique latine et dans les Caraïbes, elle s'étend rapidement et touche désormais tous les pays.

En tant que membres du Front Parlementaire Contre la Faim, nous appelons les décideurs à toujours considérer parmi les mesures d'urgence : la protection du droit à l'alimentation des populations d'Amérique latine et des Caraïbes.

Nous ne pouvons pas ouvrir la porte à la rareté. Nous devons, ensemble, veiller à ce que les chaînes de production, de transformation et d'approvisionnement en denrées alimentaires soient maintenues en vie.

En conséquence, nous demandons aux consommateurs d'éviter l'accaparement et aux entreprises privées de maintenir leurs systèmes de distribution accessibles à l'ensemble de la population et de promouvoir l'achat conscient et l'anti-gaspillage des aliments.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, tout le monde n'a pas les moyens de se nourrir correctement en état de quarantaine. Donc, il est crucial que les pays prennent des mesures alimentaires d'urgence destinées aux secteurs les plus vulnérables. Il s'agit notamment des enfants, des personnes âgées et des personnes à faibles revenus.

Pour ne citer qu'un exemple, quelque 85 millions d'enfants de notre région sont nourris dans les écoles et, plus alarmant encore, pour près de 10 millions d'entre eux, cette prestation est la seule source de nourriture sûre qu'ils reçoivent chaque jour.

Selon la FAO, manger suffisamment d'aliments divers et nutritifs renforce notre système immunitaire et augmente notre capacité à faire face aux maladies.

N'oublions pas qu'il y a déjà 42,5 millions de Latino-Américains et de Caribéens qui n'ont pas les conditions alimentaires nécessaires pour mener une vie saine et active.

Faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter que ce chiffre ne monte en flèche et ainsi éviter une crise sanitaire, économique et alimentaire.

N'oublions pas non plus que nos pays connaissent une forte prévalence de surpoids et obésité. Le stress de l'enfermement social et de l'aliénation peut conduire à de pires habitudes et à une consommation accrue d'aliments moins sains.

Aussi, nous devons protéger l'agriculture familiale et offrir des alternatives aux petits producteurs afin qu'ils puissent, en tenant compte de toutes les garanties sanitaires, assurer des aliments frais et nutritifs à notre population.

C'est sans doute qu'à ce moment et plus que jamais que nous sommes obligés et tenus de repenser également le rôle social de nos systèmes alimentaires, de les renforcer pour les temps de crise et de les transformer en systèmes plus durables et plus sains. De même, nous devons rechercher des options de collaboration, non seulement pour faire face au scénario actuel, mais aussi pour

atténuer les répercussions futures sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de familles.

L'une de ces options est sans aucun doute l'urgence de rapprocher les universités et le monde scientifique de la politique alimentaire publique. Cela peut être fait et cela donne des résultats, dont un exemple clair est le travail politique et académique de l'Observatoire du droit à l'alimentation de l'Amérique latine et des Caraïbes.

En matière économique, notre message est le suivant : il n'y a pas de raisons d'augmenter les prix des denrées alimentaires, en dehors de celles qui sont normales en raison des cycles saisonniers de chaque pays.

D'autre part, il est important de prêter attention aux options de politique commerciale et fiscale qui peuvent être prises et à leurs impacts possibles, et, en retour, de travailler ensemble pour créer un environnement favorable au commerce des denrées alimentaires.

Ce virus ne respecte pas les frontières et toute tentative individuelle de le combattre, échouera. Notre plus grand antidote en ce moment sera la coopération internationale et la solidarité entre les pays.

Nous sommes reconnaissants des efforts de la FAO, du Parlement latino-américain et des Caraïbes (PARLATINO) et des agences de coopération de l'Espagne et du Mexique qui, malgré le panorama actuel que nous traversons en tant qu'êtres humains, ont maintenus un grand soutien envers nous.

Nous sommes environ 500 législateurs de plus de 20 pays de la région, qui luttent depuis 10 ans pour éradiquer la faim et la malnutrition, et nous nous mettons aujourd'hui à la disposition des efforts nationaux, régionaux et internationaux pour lutter contre cette maladie mondiale.

Nous travaillons depuis longtemps main dans la main avec le PARLATINO et les parlements sous-régionaux, ainsi qu'avec de multiples acteurs extérieurs à la région, notamment : le Parlement espagnol, le Parlement Européen, le Parlement Panafricain et l'Organisation Internationale des Parlements (UIP) ; une expérience qui nous permet d'échanger des connaissances et d'unir nos forces.

En conclusion, en tant que pont naturel entre le peuple et les gouvernements, c'est à nous, parlementaires, de créer les conditions et d'exiger des résultats. Nos tâches consistent à positionner les questions sur l'agenda public, à rédiger des lois, à approuver les budgets et à contrôler les politiques.

Finalement, nous invitons chacun à agir avec responsabilité et solidarité, et à suivre rigoureusement les instructions des autorités sanitaires nationales et internationales.

Une Amérique latine et des Caraïbes libérée de la faim, de la malnutrition et des coronavirus sera possible. En travaillant ensemble, nous allons nous en sortir!

Front parlementaire contre la faim en Amérique latine et dans les Caraïbe

